

gonflés par les industries qui ont pu augmenter leurs prix outre mesure par suite de la protection que notre tarif douanier leur accorde. Si l'on tient compte de ce qui a été versé en espèces sonnantes au Trésor public sous forme de droits douaniers et si on y ajoute les prix artificiellement élevés qu'ont exigés les fabricants d'articles protégés par le tarif des douanes, on en arrive à un chiffre fantastique; pour cette seule raison, tous les Canadiens devraient s'intéresser à cette question.

Je désire faire connaître nettement mon attitude sur cette question, quand ce ne serait que pour provoquer un débat en règle sur le sujet d'une zone de libre-échange. Autant que je me le rappelle, on n'en a parlé que de façon indirecte dans diverses parties de la Chambre, mais aucun député ne l'a vraiment traitée à fond. Je plaiderai de mon mieux la cause du commerce libre entre le Royaume-Uni et le Canada. A mon avis, le Canada devrait accepter la proposition du Royaume-Uni, et l'accepter avec la plus grande célérité. Il y a de fortes raisons, des raisons probantes pour agir ainsi, et j'exposerai à la Chambre cinq avantages évidents qu'en retirerait le Canada, bien que ce chiffre n'en épuise pas la liste.

D'abord, on réduirait le coût de la vie au Canada, problème qui est un des plus difficiles à l'heure actuelle; puis, nous améliorerions ainsi nos exportations de matières premières à destination du Royaume-Uni; nous améliorerions aussi la qualité de nos produits de consommation au Canada. La mesure contribuerait encore à équilibrer notre balance commerciale, et enfin, elle serait un apport à la solidarité du Commonwealth.

Je dirai maintenant quelques mots sur chacun de ces avantages. En premier lieu, je mentionnerai le coût de la vie. C'est un problème fort important au Canada; il comporte l'état de choses qu'on appelle souvent, —et très à tort, selon moi,—"l'inflation". Je ne trouve pas que le coût de la vie actuel, exceptionnellement élevé dans notre pays, corresponde à de l'inflation. L'inflation, dans la véritable acception du terme, est un état de choses causé par la pénurie de marchandises et de services par rapport au pouvoir d'achat existant. Nous sommes tous convenus, j'en suis sûr, que telle n'est pas la situation actuellement au Canada; de fait, en ce qui concerne les produits de base, c'est tout le contraire qui existe. Ainsi, notre production agricole est excédentaire; c'est le cas du blé notamment; nous avons également un excédent de produits du bois et de bas métaux, et il semble que, très rapidement, la plupart de nos produits de base deviennent excédentaires.

Par conséquent, on ne saurait parler de pénurie de produits; ce n'est pas là ce qui cause ce que nous appelons l'inflation ou le coût élevé de la vie. Ce qui, à mon sens, est à l'origine du coût élevé de la vie, c'est l'augmentation systématique et arbitraire des prix de la part des industries qui exercent un monopole, ou à peu près, et qui font qu'elles profitent au maximum de la protection dont elles jouissent depuis de longues années.

Dans une situation pareille, la création d'une zone de libre-échange entre le Royaume-Uni et le Canada ouvrirait immédiatement une nouvelle source d'approvisionnement au consommateur canadien. Cela ne veut pas dire que les denrées importées d'Angleterre remplaceraient les produits de fabrication canadienne, mais que les consommateurs canadiens auraient le choix. Or l'existence d'un tel choix tendrait automatiquement à ramener le prix des produits fabriqués au Canada à un niveau correspondant à peu près à leur valeur réelle plutôt qu'à la valeur inflationniste que portent actuellement les étiquettes.

En second lieu, au sujet de l'exportation des produits naturels, un grand nombre de députés ont dit ici et ailleurs que, depuis plusieurs années, le Royaume-Uni s'est efforcé d'obtenir des dollars pour acheter nos produits. Les chiffres relatifs aux exportations et importations nous indiquent la situation présente. Durant le premier semestre de 1957 (de janvier à juin), période que visent les derniers chiffres que j'ai pu obtenir, nos exportations aux États-Unis valaient 1,391 millions de dollars, tandis que nos importations en provenance de ce pays valaient 2,139 millions, soit une balance commerciale favorable d'environ 800 millions pour ce pays pendant ce semestre. Durant la même période, nous avons exporté au Royaume-Uni des denrées d'une valeur de 341 millions de dollars et nos importations de ce pays valaient 260 millions, ce qui nous laissait un solde créditeur de 81 millions de dollars au Royaume-Uni.

Cela révèle une tendance qui se manifeste depuis quelques années et qui est dangereuse autant pour le Canada que pour le Royaume-Uni. Nous avons acheté de plus en plus des États-Unis et essayé de vendre au Royaume-Uni plus que nous achetons de lui. Inévitablement, le moment viendra où le Royaume-Uni et d'autres pays du Commonwealth se diront: si nous ne pouvons pas vendre nos produits au Canada et ainsi gagner les dollars qu'il nous faut pour acheter ses exportations, nous devrons tenter notre chance ailleurs. C'est pour cette raison que la